

L'urgence climatique au regard du droit public

Le dispositif du droit international

Jochen Sohnle

Professeur de droit public

Faculté de droit de Nancy, Université de Lorraine

Chercheur à l'IRENEE

WORKSHOP // 20 OCTOBRE 2022 DE 17H À 18H

L'URGENCE CLIMATIQUE AU REGARD DU DROIT PUBLIC

Par Jochen SOHNLE, Professeur de droit public IRENEE/UL
AR05 - Faculté DSEG de NANCY

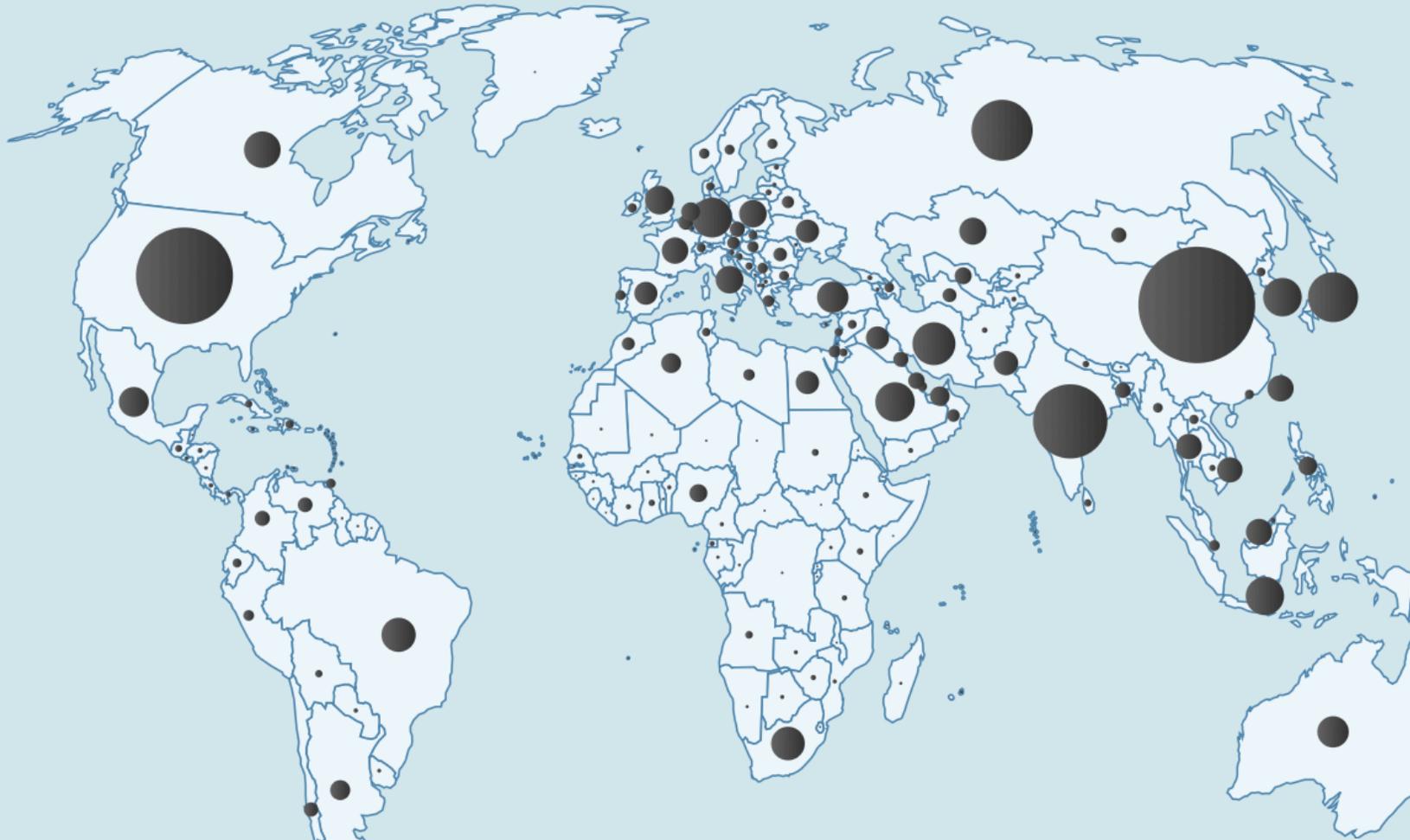
RETROUVEZ LES INFORMATIONS EN LIGNE SUR [IRENEE.UNIV-LORRAINE.FR](https://irenee.univ-lorraine.fr)



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE



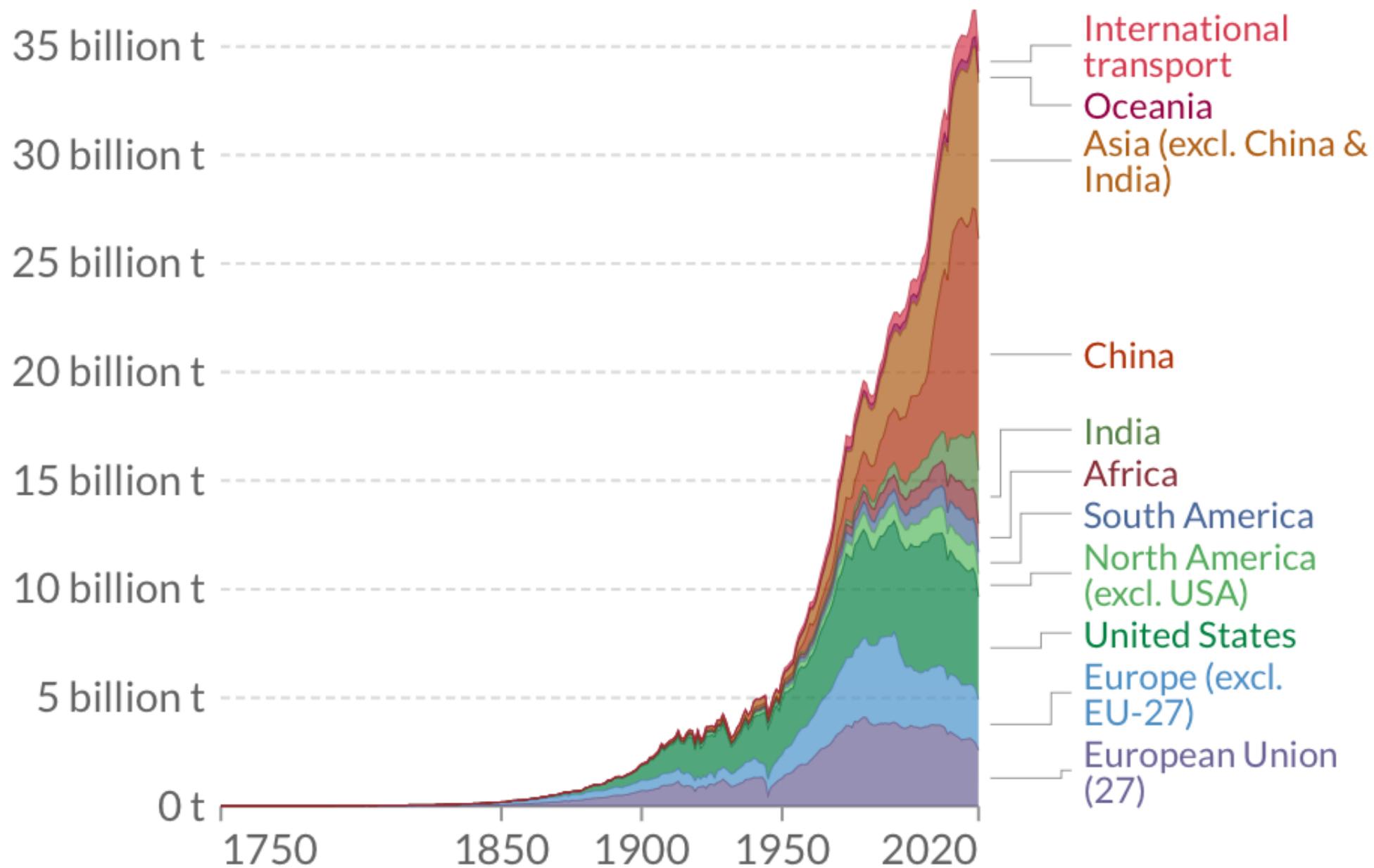
INSTITUT DE RECHERCHES
SUR L'ÉVOLUTION DE LA NATION
ET DE L'ÉTAT



2020

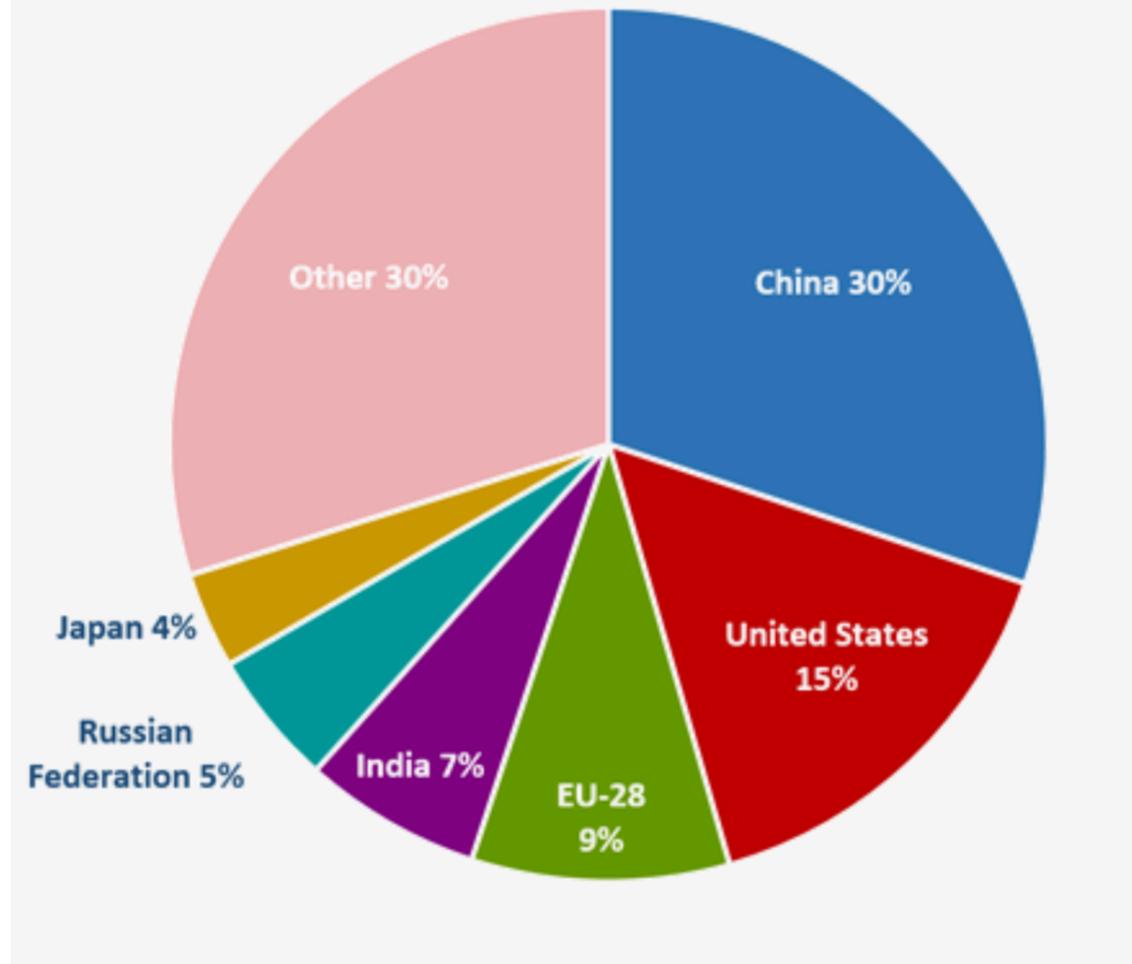
Total Globe: 34807 MtCO₂





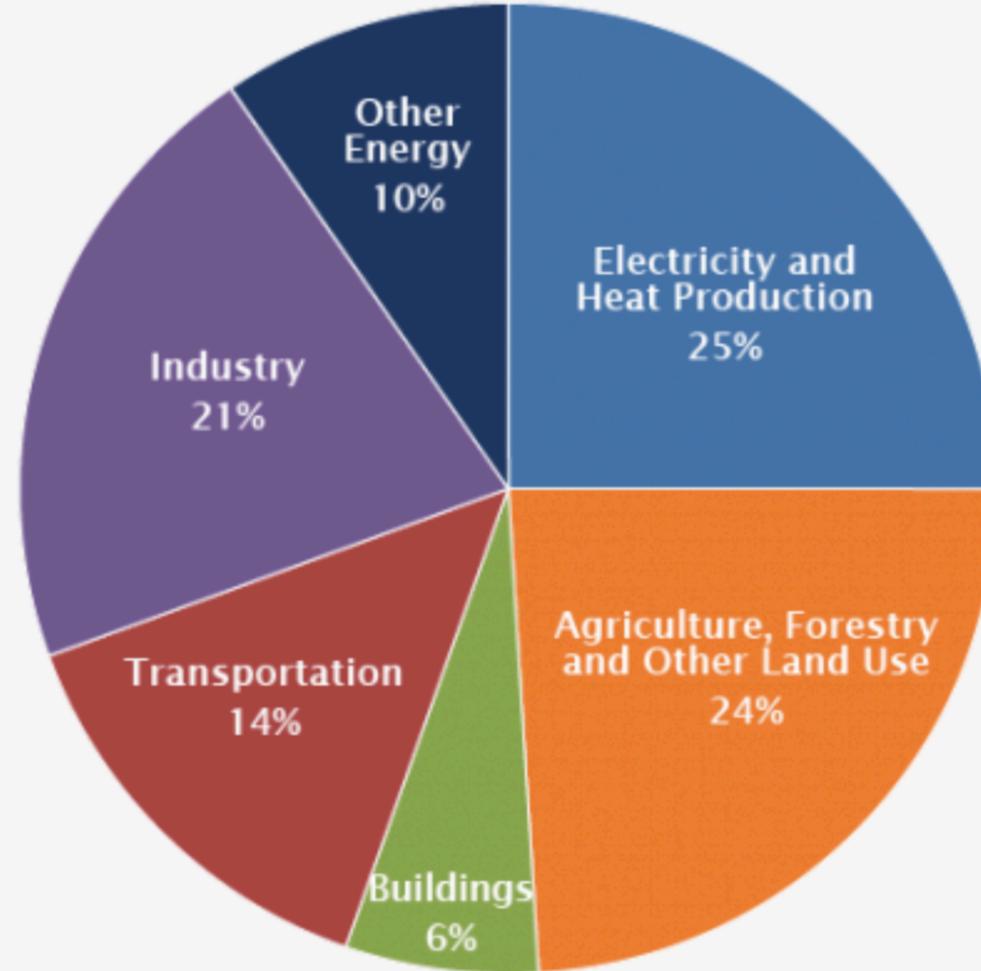
Source: Global Carbon Project

2014 Global CO₂ Emissions from Fossil Fuel Combustion and Some Industrial Processes



Source: Boden, T.A., Marland, G., and Andres, R.J. (2017). National CO₂ Emissions from Fossil-Fuel Burning, Cement Manufacture, and Gas Flaring: 1751-2014, Carbon Dioxide Information Analysis Center, Oak Ridge National Laboratory, U.S. Department of Energy, doi 10.3334/CDIAC/00001_V2017.

Global Greenhouse Gas Emissions by Economic Sector



Source: [IPCC \(2014\)](#); **EXIT** based on global emissions from 2010. Details about the sources included in these estimates can be found in the *Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate*

Le point de départ:

La Convention-cadre des Nations Unies sur les
changements climatiques (NY/Rio, 1992) -
CCNUCC

- la technique : convention-cadre > protocoles d'application
- le contenu : pas d'obligations de réduction

Le Protocole de Kyoto (1997):

Principe applicable : responsabilités communes mais différenciées

- Parties Annexe I (Convention-cadre) : États OCDE et États en transition → Annexe B (Protocole de Kyoto)
 - Parties Annexe II: seuls États OCDE
 - Parties non-Annexe I : PVD
- > Objectifs obligatoires seulement pour les États parties de l'Annexe I

Modalités techniques :

- 1) « Grandfathering »: année de référence : 1990
- 2) année d'atteinte des objectifs : 2012 (phase opératoire du Protocole: 2008-2012)
- 3) moyennes obligatoires de réduction des GAS prescrites par un traité (moyenne : 5%)

+ mécanismes de flexibilité = instruments de marché :

- Marchés d'émissions >>>
- Application conjointe (prise en compte de puits de carbone)
- Mécanisme du développement propre

Exemples de réduction (moyenne : -5%) :

- UE -8%
- USA -7%
- Japon -6%
- Canada -6%
- Russie 0%
- Australie +8%
- Islande +10%
- France -8%
- Allemagne -21%
- Danemark -21%
- Luxembourg -28%
- RU -12,5%
- Irlande +13%
- Espagne +15%
- Grèce +25%
- Portugal +27%

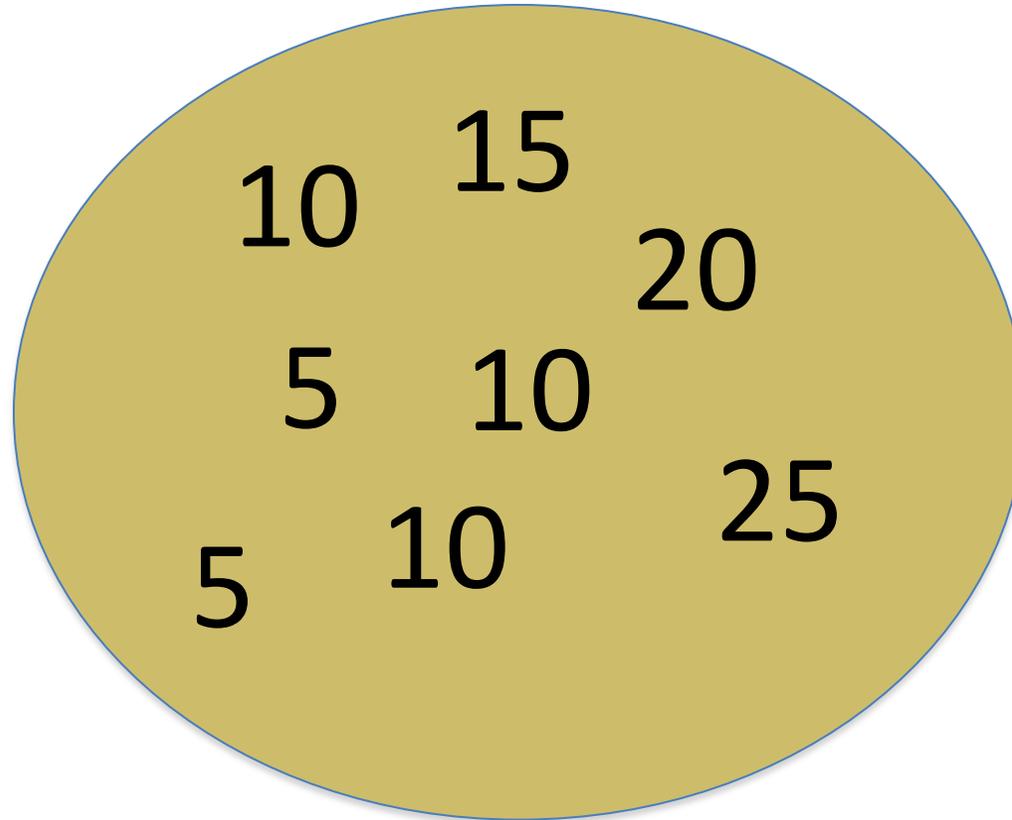
Mécanisme de marché:

- Droits négociables d'émission de GES (dioxyde de carbone, méthane, ...) entre États de l'Annexe 1 - (UE: « emission trade system » – ETS, 2008)

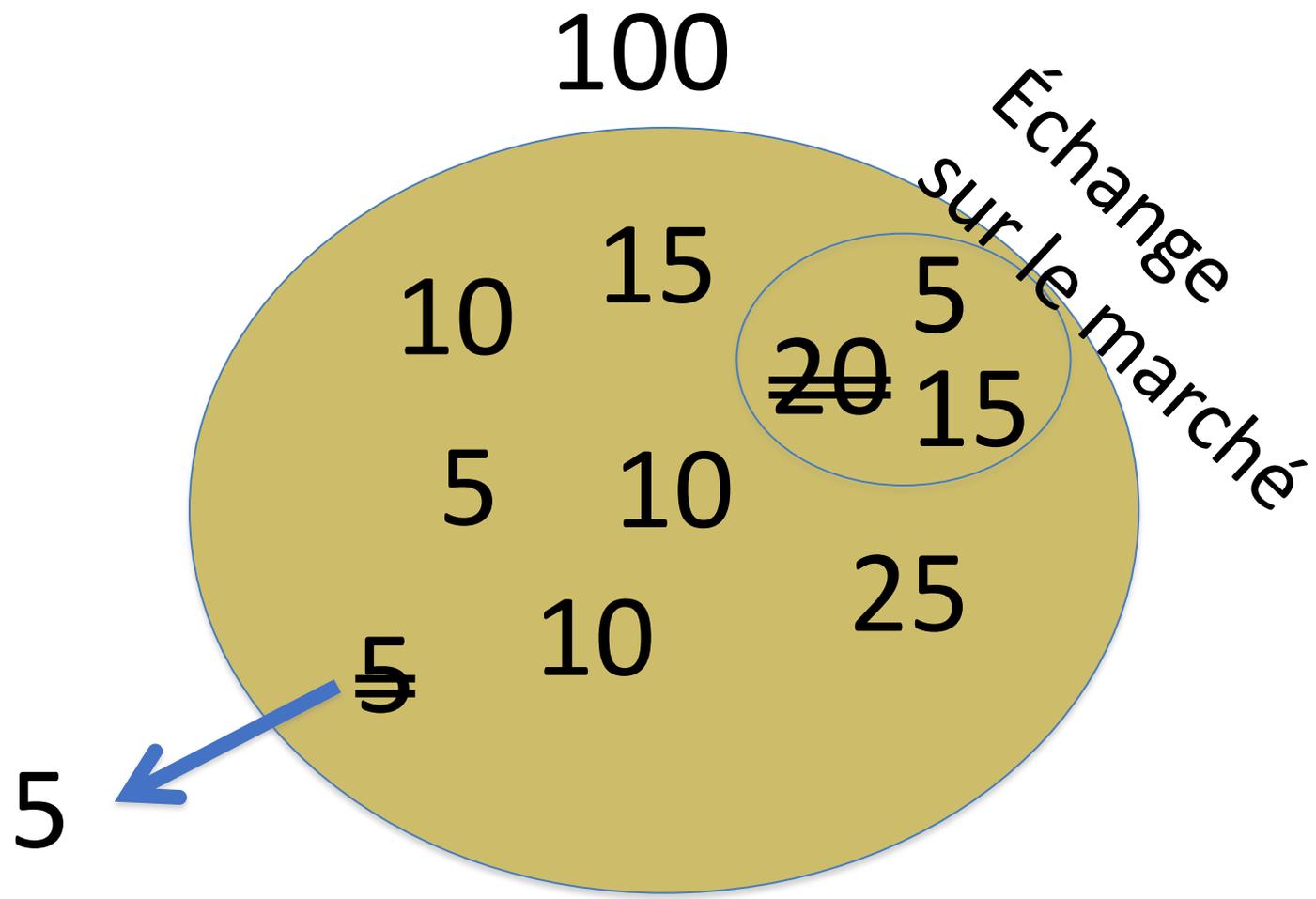
Intervention régulatrice en amont

- Seuils maxima fixés par avance par les autorités publiques (UE)

100 Seuil de pollution maximale



emission trade system



Calendrier :

- phase expérimentale volontaire UE: 2006-2008
- première phase d'engagement : **2008-2012** respect des engagements (rappel: sans les USA et après dénonciation par le Canada en 2011)
- deuxième phase d'engagement (révision de Doha): **2012-2020** (entrée en vigueur symbolique le 31 déc. 2020 après l'atteinte du seuil de ratification de 144 États le 2 oct. 2020), mais
- remplacement par l'Accord de Paris à **partir de 2020**

Protocole de Kyoto \leftrightarrow Accord* de Paris :

• Logique *top-down* \leftrightarrow logique *bottom-up*

* nommé « Accord » suite à la pression des États-Unis

L'Accord de Paris (2015):

Modalités techniques :

1) choix unilatéral de l'année de référence

2) **année pour atteindre les objectifs : 2030** (pas dans l'Accord, seulement dans la décision 1/CP.21 :

> point 24 : Demande faite aux »Parties dont la contribution prévue déterminée au niveau national soumise en application de la décision 1/CP.20 comporte un calendrier jusqu'à 2030 de communiquer ou d'actualiser d'ici à 2020 cette contribution et de le faire ensuite tous les cinq ans conformément au paragraphe 9 de l'article 4 de l'Accord »)

3) >>>

Modalités techniques (suite) :

3) communication unilatérale des moyennes d'émission de GAS :

- article 3 : contributions déterminées au niveau national (*nationally determined contributions - NDCs*)
 - article 4: pas de date limite « objectif de température à long terme »
 - article 6(4) : « mécanisme pour contribuer à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre »
- = technique du droit international économique (GATT)

NDC Registry.

In accordance with Article 4, paragraph 12 of the Paris Agreement, NDCs communicated by Parties shall be recorded in a public registry maintained by the secretariat.

Showing 15 of 194 results

Party	Title	Language
 Afghanistan	Afghanistan First NDC	English
 Albania	Albania First NDC (Updated submission)	English
 Algeria	Algeria First NDC	French
 Andorra	Andorra First NDC (Updated submission)	Spanish
 Angola	Angola First NDC (Updated submission)	English
 Antigua and Barbuda	Antigua and Barbuda First NDC (Updated submission)	English

THE LATEST SUBMISSIONS

Subscribe to RSS feed to get notified on new submissions

Party	Submission date
 Angola	16 Nov 2020
 Thailand	26 Oct 2020
 Mongolia	13 Oct 2020
 Cuba	17 Sep 2020
 Viet Nam	11 Sep 2020
 Jamaica	1 Jul 2020
 Rwanda	20 May 2020
 Andorra	20 May 2020
 New Zealand	22 Apr 2020
 Chile	9 Apr 2020
 Japan	31 Mar 2020
 Singapore	31 Mar 2020
 Zambia	24 Mar 2020
 Republic of Moldova	4 Mar 2020
 Switzerland	19 Feb 2020
 Kyrgyzstan	18 Feb 2020
 Norway	7 Feb 2020

<https://unfccc.int/NDCREG>

Objectifs généraux :

- objectif général (article 2(1a)) :
 - contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 degrés C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 degrés C
- décision 1/CP.21: pour 2030
- transferts financiers
 - * Fonds pour l'environnement mondial (FEM, *Global Environment Facility - GEF*) (1994)
 - * Fonds vert pour le climat (*Green Climate Fund - GCF*) (2010)

Mesures/obligations concrètes:

1) **atténuation** (« mitigation) du changement climatique (art. 6)

- > contributions déterminées au niveau national (*nationally determined contributions - NDCs*) (art. 3)
- > puits et réservoirs de carbone (art. 5)

2) **adaptation** au changement climatique (art. 7)

- > plans nationaux d'adaptation

- > renforcer les capacités d'adaptation, à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire la vulnérabilité à ces changements

3) nécessité d'éviter les pertes et préjudices (« averting loss and damages ») du changement climatique (art. 8)

- > établissement de fonds (Fonds vert pour le climat, Fonds pour l'environnement mondial)
- > pas de responsabilité internationale

Dates importantes :

- **12 déc. 2015** : adoption à Paris
- **4 nov. 2016** (USA, Chine, Inde, EU, ...) : **entrée en vigueur** > 55 États représentant 55% des émissions de GAS
- état **8 mai 2017** : 145 États représentant 82,95 %
- **1^{er} juin 2017** : USA (Trump) annoncent le retrait qui sera juridiquement initié le 4 nov. 2019
 - 4 nov. 2020** : prise d'effet du retrait des USA
- **2-13 déc. 2019** (Madrid) : **COP25 sous présidence chilienne** (après retrait du président Jair Bolsonaro, climato-sceptique, de la proposition de l'organiser au Brésil) :
 - > décision de décider plus tard, lors de la prochaine COP !!!

- état de ratification 24 nov. 2020 : 189 États
- 20 janvier 2021 : investiture président Biden avec
 - annonce de réintégrer l'Accord
 - nomination de John Kerry comme envoyé spécial sur le changement climatique
- **19 février 2021** : prise d'effet de la réintégration des USA
- nov. 2020 : COP 26 à Glasgow (> report - Covid)
- 1^{er} - 12 nov. 2021 (COP26 - Glasgow) : présidence britannique avec Italie
- 6 - 18 nov. 2022 (COP27 - Sharm El-Sheikh HARM, Egypte)
- 2023 : COP va procéder au premier bilan mondial et tous les cinq ans

possibilités futures ?

> enjeux immédiats en attente :

- mise en œuvre des mécanismes de réduction de carbone (Accord de Paris, art. 6(4)), fondés ou non sur le marché
- comptabilisation des mesures d'atténuation à travers un système fiable (art. 6(2))
- accroissement de la résilience contre le changement climatique (art. 7(1))
- controverses autour des mesures à prendre sur une agriculture plus durable et
- pour appuyer plus efficacement les pays en voie de développement

possibilités futures ?

> enjeux à moyen terme :

- quel rôle et quels effets auront la pression de la rue et de l'électorat (>> les jeunes, Greta Thunberg, ...)
- Multiplication des actions en justice pour obliger les États de respecter leurs engagements climatiques (affaire du siècle, ...), souvent aussi initiées par les jeunes >>> juridictions nationales, européenne